

Date de publication : 9 avril 2026

## DÉCISION DU MAIRE PRISE PAR DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL

« Signature d'une convention de mise à disposition à titre gracieux de la salle André Malraux au profit de l'association Göndje.

2026 - D - 61 bis

Le Maire de Villeneuve-Saint-Georges,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales dont notamment les articles L. 2122-22, alinéa 4 et L. 2122-23 relatifs aux attributions exercées au nom de la Commune ;

**Vu** le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L. 2122-1 et L. 2125-1 et suivants ;

**Vu** la délibération n° 25.1.5 du conseil municipal portant délégation de pouvoirs du conseil municipal au Maire en date du 8 février 2025 ;

**Considérant** la demande pour l'association Göndje de disposer de la salle André Malraux pour organiser son activité « Journée de la femme » le 27 mars 2026 de 09h00 à 23h00.

### DÉCIDE

**ARTICLE 1 : DE SIGNER** la convention de mise à disposition à titre gracieux de la salle André Malraux située allée Henri Matisse à Villeneuve-Saint-Georges, au profit de l'association Göndje dont le siège social est situé 4 carrefour du Maréchal Juin, 94190 VILLENUEVE-SAINTE-GEORGES et qui est représentée par Madame NSOGA Cécile pour organiser son activité « Journée de la femme » le 27 mars 2026 de 09h00 à 23h00 ;

**ARTICLE 2 : DIT** que la présente décision sera portée à la connaissance du Conseil Municipal ;

**ARTICLE 3 : INDIQUE** que cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le Maire de Villeneuve Saint-Georges dans un délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être formé devant le Tribunal administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé. Le recours doit être introduit auprès du Tribunal administratif de Melun par voie postale (43 rue Charles de Gaulle, 77000 MELUN) ou par voie électronique ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

Fait à Villeneuve-Saint-Georges, le 11/03/2026

Madame le Maire,  
Conseillère Départementale

Kristell NIASME

Accusé de réception en préfecture  
094-219400785-20260311-2026-D-61bis-AR  
Date de télétransmission : 09/04/2026  
Date de réception préfecture : 09/04/2026  
Mamadou KANTE  
Conseiller Municipal  
Mamadou KANTE



## **Convention de mise à disposition à titre gracieux de la salle municipale salle André Malraux au profit de l'association Göndje.**

*Entre les soussignés*

**La commune de Villeneuve-Saint-Georges représentée par son Maire, Kristell NIASME dûment habilité par la délibération n° 25.1.5 en date du 8 février 2025 ;**

*D'une part,*

**L'association Göndje, dont le siège social est située au 4 carrefour du Maréchal Juin, 94190 VILLENEUVE-SAINT-GEORGES, représentée par Madame NSOGA Cécile, Présidente, « joignable au 07 87 46 56 94 et email : chargesdeclienteles.gh@gmail.com; contact.gondje@gmail.com »**

*D'autre part,*

Les parties conviennent :

### **Article 1er : SALLE MISE A DISPOSITION**

#### **1) Désignation**

La commune de Villeneuve-Saint-Georges met à disposition de l'association Göndje, ce qui est accepté par la Présidente, la salle municipale ci-dessous désignée :

La salle André Malraux située allée Henri Matisse, afin de permettre à l'association d'y organiser son activité le 27 mars 2026 de 09h00 à 23h00.

L'association est autorisé à accueillir un public dans la limite de 150 personnes, conformément aux règles de sécurité et d'accessibilité.

Madame NSOGA Cécile est réputée responsable de la salle le temps de l'occupation. Ce qui implique qu'elle est joignable au 07 87 46 56 94 et reconnaît avoir été informée sur l'utilisation des moyens de secours (extincteurs, alarme incendie) et de la conduite à tenir en cas de sinistre (évacuation, appel des secours).

#### **2) État des lieux**

Un état des lieux contradictoire sera réalisé lors de l'entrée en jouissance dans les locaux et lors de la libération des lieux par l'association.

#### **3) Destination**

Les lieux sont destinés à permettre à l'association d'exercer son activité : « Journée de la femme ».

#### **4) Remise des clés :**

La remise et la restitution des clés ou badge s'effectueront auprès du Présidente Madame NSOGA Cécile , lors d'un rendez-vous convenu entre parties.

Accusé de réception en préfecture  
094-219400785-20260311-2026-D-61bis-AR  
Date de télétransmission : 09/04/2026  
Date de réception préfecture : 09/04/2026

## **5) Horaires d'accès :**

L'accès aux locaux est autorisé uniquement pendant les plages horaires définies à l'article 1.

Toute entrée ou sortie en dehors de ces horaires devra être expressément autorisée par la *commune*

## **Article 2 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

### **1) Occupation personnelle**

L'association utilisera personnellement les lieux et ne peut en aucun cas en disposer au profit de tiers sauf à obtenir un accord écrit de la commune.

### **2) Réparations – Transformations – Aménagements**

L'association ne pourra opérer aucune transformation et amélioration des lieux sans le consentement préalable écrit de la commune.

L'association répondra de toutes les dégradations qui surviendraient pendant la durée de la mise à disposition et résultant de son activité. Elle assurera tous les travaux de menues réparations. L'association devra aviser immédiatement la commune de réparations à effectuer lorsqu'elle constate un dysfonctionnement.

### **3) Droit de visite et de contrôle**

La commune pourra visiter la chose louée ou la faire visiter par toute personne mandatée par elle, pour la surveillance et l'entretien des locaux et des installations communes ou privées pendant la durée d'occupation et toutes les fois que cela sera nécessaire.

### **4) Stockage du matériel**

Dans le cas où l'association doit stocker du matériel pour ses activités, elle veillera à ne pas réaliser un stockage massif de ce dernier dans les locaux. L'association devra utiliser uniquement les locaux destinés à recevoir du stockage et en aucun cas elle ne devra encombrer les circulations, les sorties et les sorties de secours. Les équipements techniques et de sécurité ne devront en aucun cas être masqués ou rendus inaccessibles (extincteurs, tableau électrique, déclencheur manuel d'alarme incendie...).

**5) Interdiction de boissons alcoolisées** Toute consommation d'alcool au sein de la salle municipale est strictement interdite.

### **6) Rangement et nettoyage**

Après chaque utilisation, l'association s'engage à ranger le matériel utilisé dans les locaux dédiés à cet effet. L'association devra veiller à la présentation esthétique de ses installations et nettoyer les locaux mis à disposition.

### **7) Respect des règles sanitaires**

L'association devra veiller à respecter les règles d'hygiène et de distanciation physique et de prendre toute mesure pour respecter un éventuel protocole sanitaire.

### **8) Respect des obligations légales et réglementaires**

L'association s'engage à respecter strictement les règles d'ordre public, de sécurité incendie, d'accessibilité et toute autre réglementation applicable. Toute infraction pourra entraîner la résiliation immédiate de la convention.

### **Article 3 : CAUTION**

La caution, d'un montant de 1 000 € (mille euros), devra être versée à la signature de la convention par chèque à l'ordre de la commune de Villeneuve-Saint-Georges. Elle sera restituée dans le délai d'une semaine suivant la fin de l'événement, déduction faite des éventuelles sommes retenues au titre des réparations ou manquements contractuels.

### **Article 4 : ASSURANCE – RESPONSABILITÉS**

La commune assure le bâtiment, en sa qualité de propriétaire.

L'association devra souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile d'organisateur pour les dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers pendant la durée des activités (article 1240 et suivants du Code Civil).

L'association devra fournir chaque année une attestation d'assurance responsabilité civile à jour, couvrant les activités exercées dans les locaux.

L'association répond des dégradations occasionnées aux bâtiments, installations et matériels mis à disposition, ainsi qu'aux aires de stationnement ou à l'environnement immédiat.

En cas de dégradations, les réparations seront mises à la charge de l'association.

La commune décline toute responsabilité en cas de dommages affectant le matériel, les boissons et les denrées apportées par l'association, ainsi que les objets et vêtements déposés aux vestiaires.

L'association reconnaît avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité et s'engage à les appliquer.

Elle reconnaît avoir constaté l'emplacement des extincteurs et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

La présente convention sera résiliée immédiatement et de plein droit en cas de non-respect par l'Association de ses obligations, sans aucune indemnité.

### **Article 5 : CLAUSES FINANCIÈRES**

#### **1) Gratuité**

La mise à disposition est consentie à titre gracieux.

#### **2) Participation financière**

Les frais de fonctionnement (eau, électricité, chauffage, entretien des locaux communs...) sont pris en charge par la commune.

### **Article 6 : DURÉE**

Les activités de la présente convention auront lieu le 27 mars 2026 de 09h00 à 23h00.

Chaque partie aura la faculté de dénoncer cette convention par lettre recommandée avec accusé de réception en observant un préavis égal à un mois.

## Article 7 : RÈGLEMENT LITIGES

Toutes difficultés, à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention qui n'auraient pu faire l'objet d'un règlement amiable, seront soumises au Tribunal Administratif de Melun.

Le signataire déclare avoir pris connaissance de la présente convention et s'engage à la respecter.

Fait à Villeneuve-Saint-Georges, le 11/03/2026

Pour l'association  
Göndje

Madame,

Cécile NSOGA



Pour la ville de Villeneuve-Saint-Georges

Madame Le Maire,  
Conseillère Départementale,

Kristell NIASME

Pour Madame le Maire  
et par délégation  
Conseiller Municipal  
Mamadou KANTE

